**Panique dans les classes moyennes, populisme et postdémocratie**

**Louis Chauvel**, professeur à l’université du Luxembourg, est chercheur associé à Sciences Po (Observatoire sociologique du changement OSC) et membre honoraire de l’Institut universitaire de France IUF. Il est notamment l’auteur de la *Spirale du déclassement (Seuil, 2016)* et, avecAnne Hartung, de l’article « Malaise des classes moyennes » pour le Rapport mondial sur les sciences sociales oct 2016, Lutter contre les inégalités: pistes vers un monde juste. Éditions UNESCO, Paris.

Manuel Valls s’offre une mission difficile : définir un projet de gauche, par nature porteur d’utopies et de promesses, dans un contexte objectif marqué par l’adversité. L’érosion actuelle et le malaise des classes moyennes signifient plus qu’un déclin de notre modèle social, mais représentent une menace pour la démocratie. Dans l’Histoire, ce risque d’effondrement n’est pas inédit puisqu’en 1930, Theodor Geiger observait dans son article « Panique dans la classe moyenne » les conséquences du *Krash* de 1929 sur le *Mittelstand* allemand et prophétisait ce qui allait advenir : la participation des classes moyennes à un processus pervers de sortie de la démocratie dans une forme radicalisée de populisme. La perte de statut de groupes sociaux porteurs des valeurs du « travail fier » (*Arbeitsstolz*), la remise en cause de leur position sociale, l’incertitude de l’avenir voire la certitude de la chute, est inacceptable aux enfants de l’âge d’or. L’écart entre les promesses de progression et le constat du déclin, la frustration qui en résulte, suscite un rejet général du système politique démocratique, fossilisé dans ses certitudes de stabilité et de rationalité, notions oblitérées par le déclassement systémique.

Comparaison n’est pas raison : entre les anciens empires centraux effondrés de 1930 et la France de 2016, l’écart reste considérable. Il convient donc de poser à neuf la juste définition de notre situation. Depuis les années 1950, les pays occidentaux développés ont constitué une « civilisation de classes moyennes » (Alexandre Koyré, 1954), qui repose sur sept piliers complémentaires dont nous voyons aujourd’hui le délitement. Nous avons en premier lieu le salariat stable, homogène, ultra-majoritaire. Ensuite de la société d’abondance et de consommation accessible aux masses. Le troisième critère est l'expansion des protections sociales de l’Etat providence (chômage, santé, veuvage, vieillesse, dépendance, etc.) porteuse de « dépatrimonialisation » : le patrimoine n’est plus la condition nécessaire de la sécurité des parcours de vie. L’expansion scolaire et la mobilité sociale ascendante qui doit normalement s’ensuivre dans une société méritocratique est le quatrième pivot. Le cinquième élément est celui de la croyance au progrès économique par les technosciences et le sixième, celui de l’accession des classes moyennes à la centralité politique notamment par l’institutionnalisation de syndicats majoritaires dépassant leur seule base ouvrière initiale. Le septième pilier est celui de la démocratie représentative, stable et rationnelle.

Depuis une génération, nous voyons la fragilisation de ces piliers et l’apparition de fractures béantes : les dommages structurels portés à l’édifice font douter de sa stabilité. Le surdimensionnement numérique des classes moyennes en période de chômage de masse, la stagnation économique du salariat, l’obésité d’un Etat providence désorienté, dispendieux et peu capable de prendre en charge les problèmes sociaux émergents, mais générateur d’un endettement toxique pour l’investissement productif, l’inflation scolaire vécue par une génération appartenant à la classe moyenne supérieure par ses études et massivement déchue dans le précariat par sa position sociale, la conscience croissante du déclassement systémique, la reconstitution de classes sociales extrêmes par la repatrimonialisation, l’émergence des populismes et de l’instabilité croissante d’un jeu politique marqué par l’imprévisibilité de toutes choses, sont autant d’aspects de cette déstabilisation.

Ces constats ont fait l’objet d’un déni de réalité systématique par les élites politiques et les institutions officielles en général, par certains médias, par une partie du monde académique. Cette réalité dérange. L’inflation des diplômes, le développement du précariat à vie, le décrochement des salaires devant les prix de l’immobilier, la nécessité impérative de disposer de deux salaires pour vivre, le constat que même les meilleurs salaires sont insuffisants pour se loger correctement, montrent la nouvelle réalité. Devant le déni et l’obstruction, le retour du refoulé, du réel, du fait social, fait irruption : la « peur du déclassement » ne relève pas d’une phobie irrationnelle à traiter aux benzodiazépines mais du constat objectif. Avec Albert Hirschman, nous savons que devant une situation inacceptable, la loyauté devenant impossible et l’apathie intolérable, la défection des uns (*exit*, par exemple en émigrant) a pour pendant la protestation des autres (*voice*). Mais une *voice* d’intensité extrême signifie l’*exit* collective hors du modèle ancien : « un monde s'effondre », comme le tweetait avec mesure l’Ambassadeur de France à Washington.

Le cas américain, dont la divergence du modèle de civilisation de classes moyennes a commencé plus tôt et plus radicalement qu’en Europe, suscite depuis l’élection surprise de Donald Trump un réveil des consciences. Il a fallu quarante ans pour saisir l’ampleur et le sens de cette chute d’une génération d’hommes blancs, maintenant quinquagénaires ou plus, diplômés du supérieur court – donc dépourvus du BA, *Bachelor’s Degree*, aujourd’hui le sésame pour les classes moyennes encore stables –, confinés dans les espaces ruraux ou désindustrialisés, que le divorce a souvent relégués dans le statut de célibataires, et dont le conservatisme politique dissimule souvent des comportements post-modernes de dépendance à des produits psychoactifs pour la plupart illicites. Aux Etats-Unis, l’épidémiologie du suicide et de l’empoisonnement dit involontaire, notamment aux médicaments opioïdes, coïncide avec le profil des déclassés sociaux, et se superpose avec le surcroît de votes républicains dont Donald Trump a bénéficié par rapport à Mike Romney.

Ici comme ailleurs, inégalités croissantes, déstabilisation socioéconomique des classes moyennes, dissociation du modèle industriel de la famille nucléaire stable, rigide, de Talcott Parsons, précarisation, paupérisation, addiction, interruption du processus de démocratisation, forment une ligne logique, sociologique. Les mécanismes socioéconomiques en amont de cette ligne ont peu de chance de s’inverser : globalisation, concurrence, rattrapage technoéconomique des nouveaux pays développés, robotisation et remplacement d’un grand nombre d’intermédiaires par la numérisation et l’intelligence artificielle, ubérisation, intensification de la crise économique et remontée des taux d’intérêts réels, sont autant de périls pour l’avenir des classes moyennes.

Devant ces constats, la France des dernières semaines a vécu un renouveau politique inattendu. L’« identité heureuse », un concept qui sonnait creux et qu’Alain Juppé peinait à remplir de substance, a été balayée par le tsunami d’« une vague qui se lève ». De l’autre côté, l’incantation de « la France va mieux » s’est effacée devant la vision nettement plus concrète, brutale sinon désespérée, des périls pesant sur la social-démocratie, dont Valls exprime sans détour la réalité. Mais devant la primaire du PS, le sens du déni cèdera-t-il la place au sens du défi ? Ce renouveau est-il la dernière chance avant la divergence populiste qui, malgré les délais obtenus en Autriche, représente une menace réelle voire immédiate ? L’Histoire montre en effet qu’il peut exister bien pire que les partis d’inspiration populiste que nous connaissons, et qui forment autant d’antichambres de l’ère post-démocratique.